



Les enseignants reprennent le chemin de l'école, non sans appréhension

(), (AFP) -

Mise en place du "pacte", problèmes persistants de recrutements: les 850.000 enseignants font vendredi leur pré-rentrée après une série d'annonces du gouvernement qu'ils jugent "déconnectées du terrain".

Lors de sa première conférence de presse de rentrée lundi, le nouveau ministre Gabriel Attal est apparu déterminé, insistant sur son souhait de "mettre le paquet sur les savoirs fondamentaux" ou encore "faire bloc" sur la laïcité.

Les enseignants, eux, pointent avant tout une pénurie persistante, plus de 3.100 postes n'ayant pas été pourvus cette année aux concours enseignants.

Pour Guislaine David, à la tête de la FSU-Snuipp, premier syndicat pour la maternelle et l'élémentaire, en cette rentrée il y a "de nouveau une inquiétude liée au remplacement". "Ils vont tout faire pour qu'il y ait un prof devant chaque classe le jour J mais on sait que certaines académies sont sous tension et vont vite rencontrer des absences de profs", prédit-elle.

Sophie Vénétitay, du Snes-FSU, premier syndicat du second degré, abonde: "Le sujet de rentrée n'est pas celui de l'abaya. Le problème principal reste celui des effectifs dans les classes, celui des profs qui manquent".

"Plus de personnels, c'est le nerf de la guerre", résume Elisabeth Allain-Moreno, secrétaire générale du SE-Unsa.

Pour "inciter de plus en plus de nos jeunes à devenir enseignant et à le rester", Gabriel Attal a annoncé lancer un "grand plan d'attractivité et de reconnaissance" du métier.

La rentrée scolaire, moment crucial pour les professeurs, est cette année à nouveau redoutée par nombre d'entre eux. "On ne se sent pas soutenus par l'Education nationale, c'est fatigant. Même si les conditions de travail se dégradent, j'ai hâte de retrouver les élèves", assure Isabelle Rioual, enseignante en CP dans une école de Dieppe (Seine-Maritime) et syndiquée à la FSU-Snuipp.

"Les dernières annonces ne me donnent pas envie d'aller sur le terrain, parce qu'elles me semblent déconnectées de la réalité", renchérit Coline, prof d'Histoire-géo en collège en Seine-Saint-Denis en Rep+ (Réseau d'éducation prioritaire), qui n'a pas souhaité donner son nom.

Selon des données du ministère de l'Education nationale, qui concernent l'année scolaire 2021-2022, seulement 26,7% de l'ensemble des personnels se sentent considérés par l'institution.

- "25% d'enseignants stressés" -

Quelque 25% des enseignants se disent par ailleurs stressés à l'approche de cette rentrée, selon un sondage du SE-Unsa, mené auprès de 2.000 personnes. En pensant à l'année scolaire qui arrive, 52% d'entre eux se disent plutôt pessimistes. Et 68% disent craindre pour la rentrée qu'il y ait un manque de personnels.

Autre sujet de crispation, le pacte enseignant, qui doit en priorité entraîner le remplacement "systématique" des enseignants absents grâce à des missions rémunérées qui s'ajoutent au temps de service, sur la base du volontariat.

A quelques jours du retour des 12,7 millions d'élèves à l'école, aucun chiffre n'est communiqué par le ministère sur le nombre d'adhérents à ces nouvelles missions. M. Attal préfère "ne pas faire de pronostics".

"Si certains adhèrent au pacte au collège, ça veut dire qu'on ne va pas pouvoir faire nos réunions à ce moment-là, donc ça va être encore une organisation à mettre en place", cite en exemple Rémi Dupeyrat, enseignant en CM2 dans une école classée REP à Orléans et syndiqué au SE-Unsa. Il ne signera pas le pacte.

Comme "97%" de son équipe, Coline ne "veut pas prendre le pacte". "Je fais déjà beaucoup de choses, et on ne va pas en rajouter", lance-t-elle.

Lucia Dauphin, 48 ans, enseignante en maternelle dans une école du Val-d'Oise a choisi de le signer. "J'étais directrice d'école, avec un salaire un peu plus élevé mais je suis redevenue simple enseignante donc pour gagner de nouveau un peu plus d'argent, je n'ai d'autre choix que de prendre ce pacte", témoigne l'enseignante qui a débuté sa carrière il y a 22 ans.

Elle devrait gagner "1.250 euros brut de plus par an".

"C'est un choix par dépit. C'est le salaire qui devrait être augmenté. Je me console en me disant que ça permettra



de payer des vacances, avec mon mari et mes deux enfants", espère-t-elle.

Afp le 30 août 23 à 14 16.

